le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 03 mars 2019 N° 453 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal

Macky Sall est réélu pour cinq ans mais le sort de exploités ne dépend pas du résultat des urnes

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Sénégal
Macky Sall est réélu mais le sort des exploités ne dépend pas du résultat des urnes
Page 3
Sénégal-Gambie : 60 ans après, le pont est enfin réalisé
Pages 4
Mali : Charité bien ordonnée...
Page 5
Côte d'Ivoire : Les revendications des enseignants sont légitimes, leur combat est aussi celui de l'ensemble du monde du travail
Page 6
Tchad: Une fois de plus l'armée française vole au secours du dictateur Deby
Page 7
Soudan : Omar El Béchir renforce la répression contre les manifestants
Page 8
Algérie: la candidature qui a fait déborder la vase
Page 10
Venezuela : les travailleurs victimes de l'ordre impérialiste

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

Sénégal

MACKY SALL EST RÉÉLU POUR CINQ ANS MAIS LE SORT DES EXPLOITÉS NE DPEND PAS DU RÉSULTAT DES URNES

Selon les résultats officiels du premier tour de l'élection présidentielle, Macky Sall est réélu avec plus de 58% de voix alors que ses deux principaux rivaux, Idrissa Seck et Ousmane Sonko ont obtenu respectivement environ 20% et 15%. Tous deux ont contesté la légitimité de la victoire du candidat sortant et dénoncé des irrégularités dans le déroulement du vote tout en ne demandant pas le recomptage les bulletins de vote.

Ce qui est sûr c'est que Macky Sall a eu l'énorme avantage d'avoir pu bénéficier des moyens de l'État pour sa campagne électorale. Il a fait construire des mosquées par-ci, distribué des pagnes et des billets de banque par là. Les caméras de la télévision étaient en permanence braquées sur lui, d'autant plus qu'il avait organisé son agenda de telle sorte que presque chaque jour il avait une inauguration à faire, histoire de montrer que lui est un « président bâtisseur ».

En plus de ces énormes moyens de propagande comparés à ceux de ses adversaires, Macky Sall a bénéficié de l'alignement du Parti Socialiste en échange de quelques strapontins ministériels, tandis que le PDS (le parti de l'ancien président Wade) a choisi de ne pas présenter son candidat. Dans ces conditions, Macky Sall avait un boulevard devant lui.

Les travailleurs n'auront ni à se réjouir ni à s'attrister de ce résultat car leur sort ne dépend pas de l'élection d'un bon ou d'un mauvais candidat. Aucune élection, fût-elle « transparente » *ne peut les sortir de la misère et de l'exploitation dont ils sont victimes dans les usines, les chantiers, les bureaux ou dans les champs. Ils ne peuvent mettre fin à la misère qu'en s'opposant au système capitaliste par la grève et par la mobilisation dans la rue et dans les quartiers. Ceux qui prétendent qu'en votant pour un* « bon candidat » *on va pouvoir améliorer le sort de la majorité ne sont que des charlatans et des marchands d'illusions.*

Sénégal-Gambie

60 ANS APRÈS, LE PONT EST ENFIN RÉALISÉ !

C'est avec un grand soulagement que les populations ont accueilli l'ouverture du pont « *transgambien* » le 21 janvier dernier. Depuis les années 1960 les populations réclament la construction de ce pont afin de pouvoir relier la Casamance à la capitale sénégalaise par la route sans être obligées de faire un long détour pour contourner la Gambie. Le chemin le plus court pour relier Ziguinchor, la capitale régionale de la Casamance à Dakar c'est en effet la traversée de la Gambie mais le problème est qu'il faut passerr deux fois la frontière entre les deux pays et surtout qu'il fallait emprunter le bac pour traverser le fleuve. C'était un véritable calvaire pour les voyageurs et les transporteurs routiers mais une aubaine pour les douaniers et les policiers car ils pouvaient se livrer à leur passetemps favori, le racket. La file d'attente à ce lieu d'engorgement était si longue qu'il fallait parfois attendre toute une journée, sans compter que parfois le seul bac en fonction était en panne, auquel cas l'attente pouvait se prolonger de plusieurs jours. Cela faisait le bonheur des commerçants et des hôteliers locaux dont les affaires étaient florissantes mais pas celles des voyageurs et des transporteurs coincés à cet endroit.

Pour les caisses de l'État gambien aussi cette route constituait une source de revenus grâce aux taxes et aux recettes du bac dont il était le propriétaire, sans compter que de nombreux politiciens et hauts fonctionnaires gambiens se sont enrichis grâce à tout un système de trafics et d'affaires juteuses liés à cette traversée du fleuve. Tout cela explique la réticence des autorités gambiennes au projet de construction du pont.

Les transporteurs routiers sénégalais ont protesté de nombreuses fois contre les tracasseries et les rackets. Parfois ils ont dû paralyser la circulation durant de

Le "transgambien" vers la fin des travaux

nombreuses journées pour forcer les autorités des deux pays à trouver une solution à cette question mais en vain.

Un projet de construction de pont avait été annoncé au début des années 1970, il a même été question de fédérer les deux pays en créant la « *Sénégambie* » mais c'était plus du domaine de la gesticulation démagogique des dirigeants qu'une véritable ambition politique.

Après la chute du dictateur gambien Yaya Jammeh et son remplacement par Adama Barrow en 2017 grâce au soutien actif des autorités sénégalaises, les relations entre les deux pays se sont nettement améliorées. Du coup la construction du pont a pu se faire assez rapidement par l'association des deux États à son financement. Le pont est déjà ouvert aux véhicules légers ; l'ouverture aux camions ne sera effective qu'à partir de juillet prochain. Les usagers du pont devront s'acquitter d'un péage équivalent à celui de la traversée par le bac mais au moins ils ne seront plus obligés de perdre des heures d'attente pour faire le trajet. Ce qui ne veut pas dire que les voyageurs en auront fini avec les tracasseries à la frontière. Les petites gens vont continuer à être rackettés par les douaniers et les policiers. De plus, rien ne garantit que si demain

les relations politiques entre les deux régimes se détérioraient de nouveau la traversée de la Gambie ne redevienne pas aussi problématique qu'avant.

Quant à la réalisation de la fédération entre les deux Etats qui est un souhait des populations des deux côtés, d'autant plus qu'il s'agit des mêmes populations séparées par la frontière héritée de la colonisation, il ne faudra surtout pas compter sur les dirigeants politiques pour la réaliser car ceux-ci ont plus d'intérêts et de privilèges à sauvegarder dans le maintien de deux Etats séparés plutôt que dans l'unification des deux pays en une seule entité. Seuls les travailleurs et l'ensemble des classes pauvres et opprimées peuvent véritablement accomplir cette tâche car ils n'ont rien à gagner dans le maintien des frontières qui servent à les diviser et à les opprimer.

Mali

CHARITÉ BIEN ORDONNÉE …

Le premier ministre de Macron a effectué une tournée de 72 heures au Mali en compagnie d'une dizaine d'hommes d'affaires français intéressés par les bonnes affaires à réaliser dans ce pays.

Le gouvernement français a fait quelques gestes présentés comme des « *aides au développement* » (genre financement de formation professionnelle, « *modernisation des finances publiques* », traitement de l'eau pour Bamako et quelques autres villes de l'intérieur, etc.) financées par l'Agence française de développement (AFD). C'est une vieille ficelle de l'impérialisme français dans ses anciennes colonies. Les « *aides* » sont présentées comme des générosités envers ceux qui souffrent en Afrique mais en réalité elles servent d'abord à engraisser les capitalistes français.

LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS CONTINUE

Depuis la rentrée d'octobre 2018, les enseignants des écoles publiques ont déjà observé quatre grèves et paralysé durant plusieurs semaines l'enseignement public. Ils viennent de lancer plusieurs autres préavis de grèves qui vont se succéder entre le 6 mars et fin avril.

Comme on peut le constater, le bras de fer qu'ils ont engagé depuis plusieurs mois contre le gouvernement pour faire aboutir leurs revendications est loin d'être terminé malgré les séances de négociations entre le ministre du Travail et les syndicats d'enseignants. Après les accords partiels de janvier-février dernier, ils ont accepté de reprendre le travail tout en avertissant que si le gouvernement ne cédait pas sur les points essentiels comme celui de la prime de logement et la revalorisation des salaires, ils allaient reprendre la grève. Le gouvernement a fait quelques vagues promesses mais très vite les enseignants ont compris que c'était juste une manœuvre pour mettre fin à la grève. Du coup, la colère n'a fait que monter d'un cran.

La crainte d'une année scolaire blanche ou tout au moins très perturbée provoque aussi de la colère chez les élèves et les parents. L'AEEM (Association des élèves et étudiants du Mali) a bloqué l'accès aux écoles publiques et privées durant 72 heures à la fin du mois de février. Les autorités n'ont pas tenu compte de cet avertissement et semblent miser sur le pourrissement.

Les enseignants grévistes ne demandent pas la lune ; leurs revendications sont légitimes, ils font un travail utile pour la société et veulent juste le droit de vivre décemment de leur travail. Ceux qui sont inutiles ce sont les parasites qui gouvernent ce pays et les galonnés qui vivent comme des pachas aux crochets de l'État.

Côte d'Ivoire

LES REVENDICATIONS DES ENSEIGNANTS SONT LÉGITIMES, LEUR COMBAT EST AUSSI CELUI DE L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL

Les enseignants du primaire et du secondaire des écoles publiques sont en grève depuis bientôt un mois et demi. Ils revendiquent l'embauche des stagiaires, l'augmentation des indemnités de logement et de surveillance ainsi que diverses améliorations de leurs conditions de travail.

Malgré les arrestations et autres menaces de sanction proférées contre les grévistes, ceux-ci tiennent bon et ils ont raison d'affirmer haut et fort la légitimité de leurs revendications. Si le gouvernement peut payer 125 mille francs par mois de prime de logement à des corps habillés, pourquoi les enseignants doivent-ils, par exemple, se contenter de 30 mille francs ? Pourquoi doivent-ils travailler dans des conditions exécrables alors qu'ils ont comme mission de s'occuper de l'éducation de nos enfants ? Faut-il rappeler que dans la majorité des écoles publiques, même les simples WC ne fonctionnent pas, quand il en existe ? Comment enseigner correctement aux élèves quand le minimum de matériel didactique fait défaut ?

Le gouvernement n'ignore pas les cris de détresse des enseignants mais il ne veut rien lâcher sous prétexte que depuis 2011 il a déjà consenti plus de 300 milliards de francs « *pour des mesures sociales* ». Du coup, il cherche des appuis du côté des dirigeants de certaines centrales syndicales pour canaliser la grève vers une voie de garage.

À la dernière Assemblée Générale tenue le 2 mars, les syndicats des enseignants ont proposé la mise en vote d'une suspension de la grève pour un mois en contrepartie d'un simple « *chronogramme de discussions* » venant de la primature, sans le moindre engagement concret. Autrement dit, un simple papier !

Une telle attitude des dirigeants syndicaux (qui consiste à se mettre à plat ventre devant l'État-patron tout en prétendant représenter l'aspiration des grévistes) ne permet pas aux enseignants de peser sur les futures négociations. Il y a quelques mois, lors de la grande grève du personnel hospitalier de 2018 on a déjà assisté au même scénario et les travailleurs n'ont pas eu gain de cause sur la table des négociations car les principaux syndicats regroupés au sein de la « *Cordi-Santé* » avaient appelé à la reprise du travail avant d'avoir obtenu satisfaction sur les principales revendications. De nombreux grévistes voulaient pourtant poursuivre la lutte mais les dirigeants syndicaux ont préféré mettre en avant leurs intérêts de boutique plutôt que celui des grévistes.

Les expériences du passé doivent nous permettre d'éclairer le présent afin de ne pas retomber dans les mêmes pièges. Ce qui est vrai pour le personnel hospitalier l'est aussi pour celui de l'éducation nationale et de manière générale pour l'ensemble du monde du travail. Ceux-ci n'ont pas d'autres choix que celui du rapport de force pour avoir une chance d'être entendus et obtenir des augmentations de salaire et des améliorations dans leurs conditions d'existence. Et dans ce domaine, l'État-patron et les capitalistes se comportent de la même manière, avec la même arrogance et le même mépris vis-à-vis du monde du travail.

Tchad

UNE FOIS DE PLUS L'ARMÉE FRANÇAISE VOLE AU SEOURS DU DICTATEUR DEBY

Genre d'avion ayant participé à la frappe contre les rebelles au nord du Tchad

Le 3 février dernier, suite à la demande écrite du dictateur Idriss Déby, des Mirages 2000 de la force Barkhane stationnée à Ndjaména, censée lutter contre les djihadistes dans le Sahel ont cependant bombardé une colonne de véhicules de l'Union des forces de la résistance (UFR) de la rébellion tchadienne dans le nord du pays. Ces engins roulaient en direction de Ndjaména dans l'intention de s'emparer du pouvoir. Les bombardements ont continué jusqu'au 6 février. Selon un bilan non encore confirmé avancé par des dirigeants de l'opposition, il y aurait 160 rebelles tués et environ de 250 prisonniers. L'armée française même a affirmé avoir anéanti une colonne des rebelles dont un grand nombre a ensuite été fait prisonnier par l'armée tchadienne.

Rappelons que l'UFR est composée de huit mouvements armés rebelles dont le principal dirigeant n'est autre que Timan Erdimi, neveu du dictateur Idriss Déby.

Les réactions contre ces bombardements n'ont pas tardé à se faire entendre. Dans une déclaration commune, les partis politiques de l'opposition ont condamné cette intervention française dans un conflit "*Tchado-tchadien*". Des associations et autres mouvements de droits civiques ont également dénoncé le comportement "*irresponsable*" de l'ancienne puissance coloniale. Ici dans l'immigration, des *"Militants et démocrates tchadiens*" appellent à une manifestation le 7 mars pour exprimer leur "*indignation*" contre ces "*frappes*" en faveur d'une "*dictature insoutenable*".

Ce n'est pas la première fois qu'Idriss Déby, qui a lui-même pris le pouvoir par les armes en 1990, avec le soutien actif de la France, fait face à une rébellion armée. En 2006 et 2008, des rebelles sont parvenus jusqu'aux portes de la capitale. Le pouvoir était menacé de tomber mais grâce aux soutiens de l'armée française, Déby a réussi à prendre le dessus sur les assaillants. Ces soutiens étaient plus discrets : renseignements pour l'armée tchadienne, vols en basse altitude au-dessus des colonnes rebelles, coups de semonce, contrôle de l'aéroport, etc. Mais aujourd'hui, elle ne se contente plus de créer des conditions favorables à une victoire : elle bombarde elle-même les rebelles.

L'armée tchadienne est la principale alliée du gouvernement français au Mali et en Centrafrique. Peu importe que Déby soit un dictateur féroce ; peu importe que sa famille et son clan dilapident les ressources du pays pour leur profit personnel alors que la majorité de la population croule dans la misère.

Au Tchad comme dans le reste de l'Afrique, la lutte contre le terrorisme ou les extrémistes djihadistes n'est qu'un leurre. En réalité la présence militaire française dans ces endroits vise avant tout à veiller sur les intérêts bien matériels des capitalistes français.

UNE FEMME VIOLENTÉE PAR DES NERVIS DE LA GARDE PRÉSIDENTIELLE

Depuis le 16 février dernier, une vidéo circule sur les réseaux sociaux montrant une femme à terre fouettée par trois éléments de la garde nationale et nomade (GNNT) du

dictateur Déby, dans la région du Lac. Son crime, c'est d'avoir refusé les "*avances*" de l'un d'eux. Elle est alors accusée de trafiquante de drogue, et les trois nervis se sont jetés sur elle pour la frapper.

Des associations dont la "*Voix de la Femme*" et la "*Convention tchadienne pour la défense des droits humains*" ont condamné les auteurs de ce crime. L'indignation contre cette injustice flagrante était telle que les autorités étaient obligées de faire retirer la vidéo accusatrice. Le ministre de la Justice est intervenu pour déclarer que les auteurs seront arrêtés et vont "*répondre de leurs actes devant les juridictions.*"

Mais on sait que ces bourreaux, puisqu'ils appartiennent à la Garde présidentielle, ne seront ni arrêtés, ni punis. Rappelons que le 8 février 2016, une lycéenne de 16 ans victime d'un viol collectif, a décidé de se battre, à visage découvert pour dénoncer les 7 jeunes criminels qui l'ont violée, photographiée toute nue ; ils ont ensuite fait circuler les images sur Facebook. Partout dans le pays, un élan spontané de solidarité s'est créé en faveur de la victime.

Hypocritement le dictateur Idriss Déby avait déclaré :"*C'est en père de famille scandalisé que je réagis à cet acte barbare, ignoble et innommable*" et a promis que "*justice sera rendue*". C'est du bla bla ! Les 7 violeurs dont trois sont des fils de ministre et de généraux de l'armée, n'ont pas été arrêtés ni punis. C'est révoltant !

Soudan

OMAR El BÉCHIR RENFORCE LA RÉPPRESSION CONTRE LES MANIFESTANTS

Une des manifestations de rue à Khartoum

Les manifestations qui ont commencé depuis le 19 décembre dernier, au Soudan, continuent toujours. Les forces de répression ont fait 30 morts selon le gouvernement et 45 selon l'ONG des droits de l'homme. 16 journalistes sont emprisonnés ainsi que le porte-parole de l'Association des professionnels et le secrétaire général du Parti communiste soudanais.

Le régime d'Omar El-Béchir est confronté à la contestation la plus grave depuis son arrivée au pouvoir il y a 30 ans. Devant la détermination des manifestants, il a décrété l'état d'urgence. Les forces de sécurité ont le droit de fouiller les bâtiments, de restreindre les mouvements des personnes, des transports publics, et même d'arrêter toute personne suspectée. Le pouvoir veut créer une atmosphère de terreur au sein de la population.

Malgré ces mesures, les manifestants bravent l'état d'urgence en sortant dans les rues de Khartoum, la capitale, et la grande ville d'Oum Darman. Ils protestent toujours contre le triplement du prix de pain, pour la liberté démocratique et le départ du président.

Récemment le dictateur a commencé à adopter un ton plus conciliant. Il s'est engagé à remettre en liberté les journalistes en détention. Le ministre de la défense a déclaré que « ..*les jeunes qui participent au mouvement de contestation étaient animés par des motivations raisonnables…* ». Ces

propos contrastent nettement avec ceux que le même El-Béchir tenait il y a quelques semaines.

En fait il veut gagner du temps pour affaiblir le mouvement. Il souffle le chaud et le froid. Pour l'instant les manifestants continuent leur mouvement et le bras de fer avec la dictature continue toujours.

Ce qui manque au Soudan, c'est une organisation des travailleurs pour diriger la contestation en bloquant les usines, les chantiers et les ports. Dans ce cas le gouvernement pourrait être forcé de céder aux revendications de la population.

Madagascar

VICTIMES DES INTEMPÉRIES ET DU MÉPRIS DES DIRIGEANTS

De nombreuses localités des régions déshéritées du sud-ouest de ce pays sont actuellement inondées. 41 personnes sont portées disparues, noyées par la montée des eaux dans les districts d'Ampanihy et de Betioky mahafaly. Des centaines d'habitations sont détruites par les flots boueux plongeant les rescapés dans une situation inextricable car sans eau potable, sans nourriture ni médicament et sans aucun secours depuis plusieurs semaines.

Une équipe dite « *d'évaluation des risques* » est parait-il en chemin, pas pour apporter des secours mais pour constater les dégâts. Elle a du mal à parvenir sur les lieux, vu le mauvais état du réseau routier. Le nombre des victimes dans cette région déshéritée risque de s'allonger à cause des lenteurs des autorités.

Il n' y a pas si longtemps, Andry Rajoelina, le président nouvellement investi y avait effectué une tournée au cours de laquelle il avait fait miroiter plein de belles choses à commencer par des routes, des ponts, des lacs de retenue, des forages et même un pipeline d'eau potable. Des hélicoptères avaient été affrétés pour apporter la bonne parole et pour calmer la colère des populations excédées par le mépris dont ont fait preuve les dirigeants successifs. Quelques zébus ont été offerts pour que des personnes ayant fait le déplacement, puissent au moins manger ce jour là et applaudir les beaux discours.

Puisque des déploiements d'hélicoptères ont été possibles pour la campagne électorale, pourquoi ne le seraient-ils pas aujourd'hui pour acheminer ne serait-ce qu'un minimum de secours afin de sauver des vies humaines ? Il faut que les dirigeants et les privilégiés répondent à cette question.

Algérie

LA CANDIDATURE QUI A FAIT DÉBORDER LA VASE

En Algérie, les électeurs sont appelés aux urnes le 18 avril prochain pour désigner le nouveau chef de l'État. Cette présidentielle se présentait comme un événement ordinaire. Mais depuis l'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à sa propre succession pour un cinquième mandat, le climat s'est tendu : un mouvement de contestation massif a éclaté dans tout le pays.

Tout a commencé quelques jours avant l'annonce officielle de cette candidature avec la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo d'un rassemblement d'une centaine de jeunes, scandant des slogans hos-

tiles au régime. Le 16 février, des milliers de personnes ont manifesté à Kherrata, dans l'est. Malgré les menaces et intimidations du gouvernement, un nouvel appel à manifester le 22 février a circulé, rencontrant un écho favorable. Des manifestations d'ampleur ont eu lieu dans tout le pays, notamment à Annaba, Sétif, Béjaia, Oran et Ouargla dans le sud du pays. Le 1er mars, à Oran par exemple (deuxième ville du pays), quelque 10.000 personnes ont marché dans la rue pour dissuader Bouteflika de se porter candidat. Sur les pancartes, on pouvait lire : "*Bouteflika dégage !*" ou "*FLN dégage* !". Le même jour à Alger, des centaines de milliers d'Algériens ont défilé au cri de "*Ni Bouteflika, ni Saïd*" (le frère du président). Les forces de l'ordre ont chargé alors que cette manifestation était pacifique. Il y a eu un mort et de nombreux blessés. Le 3 mars à Paris, 6000 ressortissants algériens ont investi la Place de la République pour faire pression sur le gouvernement algérien afin d'empêcher la candidature du président sortant. Le même jour il y a eu aussi des manifestations à Marseille et à Toulouse.

Après plusieurs jours de manifestation de rue, le pouvoir est sorti de sa réserve. Le directeur de la campagne de Bouteflika a lu une lettre qu'aurait écrite ce dernier dans laquelle il affirme que s'il est réélu, il y aura une nouvelle élection présidentielle anticipée à laquelle il ne sera pas candidat. Est-ce une manœuvre de diversion pour gagner du temps ou une petite concession pour calmer la situation ? En tout cas pour les manifestants -des jeunes pour la plupart- cette annonce n'a fait que jeter de l'huile sur le feu.

À la tête du pays depuis 1999, Bouteflika, 82 ans, est très affaibli physiquement depuis son AVC en 2013. Il se déplace en fauteuil roulant et ne s'est plus adressé directement aux Algériens. Sa candidature, si elle paraît servir les intérêts du régime en place, elle est considérée comme un mépris pour le peuple algérien.

Manifestation contre le 5 ème mandat le 5 mars à Alger

Dans ce pays de 42 millions d'habitants, 45 % de la population est âgée de moins de 25 ans. La majorité n'a connu que le régime actuel. Bien qu'une grande partie de la jeunesse soit de plus en plus éduquée et diplômée, elle se heurte au chômage de masse, à la précarité et aux bas salaires. La candidature de Bouteflika sonne comme l'annonce que cette situation sociale, qui se dégrade et qui n'offre pas d'avenir, va perdurer.

Les classes populaires algériennes paient en effet la crise au prix fort. Avec l'inflation et la dévaluation du dinar, elles sont confrontées à l'effondrement de leur pouvoir d'achat. Le salaire minimum équivalent à 130 euros ne permet pas de vivre : *« Où sont parties les richesses du pays ? Où est l'argent du pétrole ? Pourquoi une telle misère ? », se demande t-on.*

C'est une profonde colère sociale qui s'exprime ces jours-ci en Algérie et qui va bien au-delà de la question de la reconduction ou non de Bouteflika à la présidence.

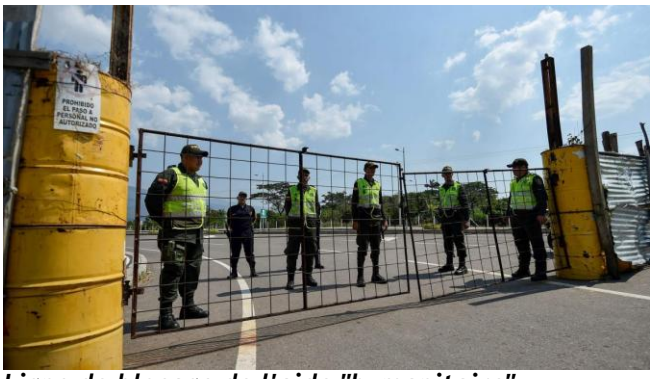
Le mot d'ordre contre le cinquième mandat fait aujourd'hui l'unanimité et rallie tous les mécontentements. Mais pour trouver une issue, la colère des classes populaires devra se traduire en objectifs concrets de lutte, contre des classes dirigeantes et un régime qui ne savent que leur faire payer les conséquences de la crise.

Venezuela

Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans le bimensuel N°1215 de nos camarades de « *Combat ouvrier* ».

LES TRAVAILLEURS VICTIMES DE L'ORDRE IMPÉRIALISTE

Le 23 février la provocation orchestrée par Juan Guaido et ses partisans, leurs soutiens brésiliens, colombiens, et surtout des USA, a tourné court. Les prétendus convois humanitaires et les manifestants vénézuéliens qui les accompagnaient ont été bloqués aux frontières vénézuéliennes avec la Colombie et le Brésil.



Ligne de blocage de l'aide "humanitaire"

Maduro a pu faire une démonstration qu'il était toujours soutenu par une grande partie de la population. L'opération « *humanitaire* », pilotée par l'Usaid (l'agence publique américaine de développement international), était une opération politicienne, une manœuvre visant à déstabiliser le gouvernement vénézuélien. « *L'aide humanitaire ne devrait jamais être utilisée comme un pion politique* », avait déclaré le secrétaire général des Nations unies.

La Croix-Rouge Internationale, quant à elle, rappelait qu'elle n'avait rien à voir avec cette « *aide non-humanitaire* », selon les termes de son porte-parole Christoph Harnisch. À la suite du blocage de la prétendue opération humanitaire, l'administration américaine s'est empressée de rappeler sa volonté de « *passer aux actes* » contre le régime Maduro. En fait d'actes, Donald Trump semble devoir continuer à utiliser le théâtre latino-américain comme une scène destinée à soigner sa popularité auprès de la partie la plus réactionnaire de l'opinion publique américaine, avec les prochaines présidentielles de 2020 en ligne de mire. Il va aussi faire durer la pression pour que les sociétés pétrolières et les banques américaines contrôlent complètement le pétrole du Venezuela, dont les ressources sont les plus importantes au monde, plus importantes même que celles de l'Arabie Saoudite. Des actes criminels, l'administration américaine n'en a d'ailleurs pas été avare, dans le passé, vis-à-vis du Venezuela. Pour ne parler que de ces dernières années, ce sont les sanctions économiques imposées par les États-Unis en 2015 qui ont coupé le Venezuela de la plupart des marchés internationaux. Donald Trump a considérablement intensifié ces sanctions. Ce sont elles qui aggravent les pénuries déjà criantes de nourriture et de médicaments, conséquences de la crise économique mondiale et particulièrement de la baisse du cours du pétrole. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les Vénézuéliens ont maigri en moyenne de 12 kg en 2017.

Le régime de Chavez, arrivé au pouvoir au Venezuela en 1998, avait choisi de redistribuer une partie de la manne pétrolière à la population pauvre. Le successeur de Chavez, Maduro, est aujourd'hui, à cause de cela, en butte à l'hostilité viscérale des nantis vénézuéliens et de l'administration américaine. Mais le régime chaviste, malgré tout son langage « *révolutionnaire* » n'a jamais mis en cause la domination de la bourgeoisie : 98,5 % des entreprises vené-

zuéliennes sont privées, 0,5% sont mixtes et seules 1% sont complètement publiques. Le régime est donc défenseur d'un statu quo où les travailleurs et l'ensemble des masses populaires sont les principales victimes de la crise et de la corruption généralisée qui l'accompagne. La crise qui frappe le Venezuela aujourd'hui est avant tout la crise de l'ordre capitaliste. Dans le passé, les travailleurs et les masses pauvres ont pu empêcher l'arrivée aux commandes d'hommes politiques plus dépendants des milieux du grand patronat, comme, déjà, lors de deux tentatives de coup d'État en 2002. Aujourd'hui ils gardent le pouvoir à la fois d'éviter l'installation d'un régime Guaido à la solde des États-Unis, et de se défendre contre les dégradations catastrophiques de leur conditions de vie que Maduro ne peut, ni ne veut vraiment, empêcher.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.